



**PRÉFET
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Bourg-en-Bresse, le 18 décembre 2024

Affaire suivie par : Jérémy VERGER

DREAL – UD Ain – Subdivision 4

Tél. : 04 74 45 67 87

Courriel : jeremy.verger@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 20241217-RAP-S4-3

Département de l'Ain

Société APTAR OYONNAX à Oyonnax

**Examen du dossier de réexamen IED
déposé au titre des articles R.515-70 et suivants du code de l'environnement**

Objet : Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de surfaces par des solvants organiques

Réf. : Dossier de réexamen transmis par courrier du 10 décembre 2024, complété le 16 décembre 2024

Établissement : APTAR OYONNAX
165 rue des Chérolles
01100 OYONNAX

Code AIOT : 3203043

Activité : Fabrication de flacons et vernissage

Régime : Autorisation
Rubrique principale IED : 3670
BREF principal : STS (Surface Treatment using organic Solvents)

I. CONTEXTE

I.1. Présentation de l'établissement

La société APTAR OYONNAX, spécialisée dans la fabrication de flacons pour les secteurs de la cosmétique et la parfumerie, exploite depuis 2022, à Oyonnax, une usine de transformation de polymères et d'application de vernis.

Les installations exploitées sont autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 29 décembre 2020 ; les installations relèvent en particulier du champ d'application de la directive site « IED » compte tenu des quantités annuelles de solvants organiques consommées pour l'application de vernis.

II.2 Contexte réglementaire – Directive « IED »

Les installations d'application de vernis de l'établissement sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive).

Aussi, elles sont soumises aux dispositions des articles R.515-70 et suivants du code de l'environnement qui précisent les modalités de réexamen des conditions d'exploitation des installations ; l'article R.515-72 précise en particulier le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organiques (BREF STS) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 09 décembre 2020, l'établissement devait, en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement, remettre son dossier de réexamen avant le 09 décembre 2021.

Cependant, compte tenu de la date de mise en service des installations (2022) et du temps nécessaire à l'exploitant pour disposer des données d'émission des installations, il a été accepté que la remise du dossier de réexamen soit reportée à 2024.

Nonobstant le délai accordé pour la remise du dossier de réexamen, l'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent être conformes aux exigences de la directive IED au plus tard 4 ans après la parution du BREF STS, soit à compter du 09 décembre 2024.

Les MTD du BREF « STS » ainsi que leurs conclusions ont été intégrées, par le législateur français, dans l'arrêté ministériel du 03 février 2022 applicable aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 de la nomenclature des ICPE.

Cet arrêté ministériel est applicable aux installations exploitées par la société APTAR OYONNAX.

Le dossier de réexamen de APTAR OYONNAX a été remis par courriel du 10 décembre 2024, complété le 16 décembre 2024. Il est à noter que le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 du code de l'environnement a déjà été remis, dans une version datée du 23 janvier 2020, dans le cadre du dépôt du dossier de demande d'autorisation du site qui a conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 29 décembre 2020. Il n'est par conséquent pas exigible dans le cadre du présent réexamen.

L'analyse du dossier de réexamen par l'inspection des installations classées et les suites à y donner font l'objet du présent rapport.

II. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

II.1. Complétude du dossier

Le dossier transmis par la société APTAR OYONNAX est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- la proposition du périmètre IED des installations, ainsi que le BREF principal à prendre en compte (BREF « STS »). Il n'a pas été identifié de BREF secondaire applicable aux installations ;
- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles (MTD) et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant (NEA-MTD), sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Gestion de l'installation en fonctionnement normal et en fonctionnement dégradé ;
 - Prévention de la pollution atmosphériques et des odeurs ;
 - Prévention et gestion des déchets ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 du code de l'environnement.

Il est à noter que le process d'application de vernis ne conduit à aucune consommation ou rejet d'eau.

II.2. Régularité du dossier

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par la société APTAR OYONNAX.

Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF STS et à l'article R.515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

Conformément aux conclusions du BREF STS, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'exploitation de son installation, ainsi qu'aux conclusions des MTD fixant des NEA-MTD.

Au regard des procédés mis en œuvre, seuls les rejets atmosphériques solvantés sont concernés par une NEA-MTD relative aux émissions atmosphériques.

Les BREF transverses suivants concernent les installations ; leur MTD étant prises en compte dans le BREF STS paru postérieurement, ils n'ont à ce titre pas fait l'objet d'un examen :

- EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) ;
- ENE (énergie).

L'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative.

II.2.1. MTD relatives à l'exploitation de l'installation

Les vernis utilisés sont des vernis dits « UV », dont la réticulation est assurée par des lampes UV. Les process d'application (pulvérisation « HVBP »), de séchage (lampes UV) et de nettoyage permettent de limiter la consommation de solvants et d'énergie, et font partie des MTD mentionnées dans le BREF.

Les conditions de stockage et de manipulation de produits solvantés permettent par ailleurs de limiter les risques de fuites et déversement accidentels.

Ces éléments permettent de considérer que les installations sont exploitées conformément aux MTD du secteur d'activité.

II.2.2. MTD et NEA-MTD relatives aux Émissions atmosphériques

II.2.2.a) Composés organiques volatils

Le principal enjeu environnemental des installations concerne les émissions de composés organiques volatils (COV). Les activités émettrices de rejets dans l'air sont l'application de vernis sur les pièces et, dans une moindre mesure, la préparation de ces vernis (ajustement de viscosité par ajout de diluants).

Pour traiter ces rejets atmosphériques, le site dispose d'un oxydateur thermique régénératif traitant les rejets des lignes d'application de vernis.

Les rejets du local de préparation de vernis, peu chargés en COV, ne sont pas traités.

Des mesures de contrôles sont réalisées régulièrement en sortie d'oxydateur thermique et en sortie d'extraction d'air du local de préparation. Aucun dépassement des valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral actuel du site n'a été relevé.

La NEA-MTD pour le revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques impose :

- soit un niveau d'émission canalisé en COV compris entre 1 et 20 mg C/Nm³, assorti d'un niveau d'émissions diffuses compris entre 1 et 10 % ;
- soit un ratio [émission de COV/Consommation d'extraits secs] compris entre 5 et 30 %.

Les tableaux ci-après permettent de comparer la situation des installations d'APTAR Oyonnax vis-à-vis de la NEA-MTD :

Émissions canalisées de COV

Point de rejet	Valeur limite actuelle de l'arrêté préfectoral	Valeur limite NEA-MTD	Positionnement (valeur la plus haute relevée depuis la mise en exploitation en 2022)
Oxydateur thermique	20 mg C/Nm ³ (hors CH ₄)	20 mg C/Nm ³	Conforme à la NEA-MTD (16,3 mg C/Nm ³)
Local de préparation de vernis	110 mg C/Nm ³ (hors CH ₄)	20 mg C/Nm ³	Conforme à la NEA-MTD (18,4 mg C/Nm ³)

Émissions diffuses de COV

Valeur limite actuelle de l'arrêté préfectoral	Valeur limite NEA-MTD	Positionnement (valeur la plus haute relevée depuis la mise en exploitation en 2022)
20 %	10 %	Conforme à la NEA-MTD (7 %)

Ratio [émission de COV/consommation d'extraits secs]

Valeur limite actuelle de l'arrêté préfectoral	Valeur limite NEA-MTD	Positionnement (valeur la plus haute relevée depuis la mise en exploitation en 2022)
35 %	30 %	Conforme à la NEA-MTD (27 %)

Les émissions diffuses et le ratio [émissions de COV/consommation d'extraits secs] sont déterminés annuellement au travers d'un plan de gestion des solvants (PGS) qui est transmis à l'inspection des installations classées.

II.2.2.b) Poussières, NOx, CO

Le tableau ci-après permet de comparer la situation des installations d'APTAR Oyonnax vis-à-vis de la NEA-MTD :

Point de rejet	Polluant	Valeur limite actuelle de l'arrêté préfectoral	Valeur limite NEA-MTD	Positionnement (valeur la plus haute relevée depuis la mise en exploitation en 2022)
Oxydateur thermique	Poussières	5 mg/Nm ³	3 mg/Nm ³	Conforme à la NEA-MTD (0,2 mg/Nm ³)
	NOx	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	Conforme à la NEA-MTD (97 mg/Nm ³)
	CO	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	Conforme à la NEA-MTD (9 mg/Nm ³)

Par conséquent, en ce qui concerne les rejets atmosphériques, qui est l'enjeu principal sur l'aspect impact chronique de l'installation, l'exploitant a montré toutes les garanties permettant d'établir que l'installation applique les meilleures techniques disponibles, lui permettant de respecter les NEA-MTD, retranscrites au travers des valeurs limite d'émission (VLE) fixées par l'arrêté ministériel du 03 février 2022.

II.2.3. MTD relatives à la gestion de l'eau

Le process d'application de vernis et ses installations connexes (utilités, oxydateur thermique) ne consomment pas d'eau et ne génèrent pas d'eaux résiduelles.

Les MTD en matière de gestion de l'eau ne sont par conséquent pas applicables.

II.2.4. MTD relatives à l'efficacité énergétique

Les principales énergies utilisées sont l'électricité et le gaz. Les MTD suivantes sont mises en œuvre afin d'optimiser la consommation d'énergie des installations :

- la chaleur fatale de l'oxydateur thermique, des compresseurs et des groupes froids est récupérée ;
- le ventilateur alimentant l'oxydateur thermique est à fréquence variable.

L'exploitant précise par ailleurs être en cours de certification ISO 50 001.

À noter qu'il n'existe pas de NEA-MTD spécifique concernant la consommation d'énergie des installations d'application de revêtement sur plastique.

Ces éléments permettent de considérer que les installations sont exploitées conformément aux MTD existantes en matière d'efficacité énergétique.

II.2.5. MTD relatives à la gestion des déchets

L'exploitant enregistre l'ensemble des expéditions de déchets, dangereux et non dangereux, du site.

Un programme de planification des lots de pièces à vernir a permis de réduire significativement la production de solvants usés de nettoyage.

Dans le cadre de sa stratégie, l'exploitant vise un objectif de « zéro enfouissement » des déchets produits.

À noter qu'il n'existe pas de NEA-MTD spécifique concernant la production de déchets dans le BREF STS.

Ces éléments permettent de considérer que les installations sont exploitées conformément aux MTD existantes en matière de gestion des déchets.

III. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte-tenu de ce qui précède, les installations de la société APTAR OYONNAX sont exploitées conformément aux MTD du secteur d'activité du traitement de surface par des solvants organiques.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 03 février 2022 relatif aux MTD applicables aux ICPE soumises à autorisation au titre de la rubrique 3670 de la nomenclature sont d'ores et déjà applicables aux installations de la société APTAR OYONNAX .

Par conséquent, en application du référentiel méthodologique de la DGPR relatif à la procédure de réexamen des autorisations d'exploiter des installations « IED », il n'est pas nécessaire de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 décembre 2020.

En application de l'article R.515-73-II du code de l'environnement, il est proposé à madame la préfète de l'Ain de notifier à la société APTAR OYONNAX l'absence de nécessité de mettre à jour son arrêté préfectoral d'autorisation, en lui rappelant qu'il lui appartient de respecter, dès à présent, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement

Vérificateur
La cheffe de subdivision

Approbateur
Pour le directeur et par délégation,
L'adjoint au chef de l'unité
départementale de l'Ain

Jérémy VERGER

Céline LEROUX